

A l'ONU, Macron défend une vision du monde aux antipodes de celle de Trump

Le président français a notamment prévenu que dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien serait une « lourde erreur ».

LE MONDE | 19.09.2017 Mis à jour le 20.09.2017 à 07h11 | Par **Marc Semo** (envoyé spécial)

Ce discours, Emmanuel Macron, plus encore qu'à son habitude, l'a travaillé et retravaillé, jusqu'au dernier moment. C'était sa première intervention à une Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, et donc un moment fondateur de sa présidence. A Athènes, face à l'Acropole, il avait exposé, au début de septembre, sa vision de la démocratie et de l'Europe. Là, face aux représentants de cent quatre-vingt-treize pays, dont cent trente chefs d'Etat, réunis à New York mardi 19 septembre, le président français a exposé, sur un ton lyrique et passionné, une vision du monde opposée en tout point à celle avancée deux heures plus tôt par son homologue américain Donald Trump.

Elle se fonde avant tout sur le multilatéralisme, la concertation entre les nations, le respect des accords – celui de Paris sur le climat ou celui de Vienne sur le nucléaire iranien –, sur la primauté de l'action diplomatique pour résoudre les crises, y compris les plus préoccupantes, comme celle créée par la course à l'arme atomique de la Corée du Nord. M. Macron se pose aussi comme la voix des sans-voix, qu'il a énumérés dans une anaphore : Bana, la petite Syrienne d'Alep ; Ousman, le jeune Malien ; Kouamé, le migrant arrivé en Europe au péril de sa vie. Et tant d'autres.

« *Partout où le multilatéralisme se dote des armes de son efficacité, il est utile* », a argué le président français, regrettant que trop souvent « *nous laissons s'installer l'idée que le multilatéralisme est une activité confortable pour diplomate assis et que nous sommes plus crédibles et plus forts en agissant de manière unilatérale* ». L'allusion aux rodomontades du président américain, menaçant le « *méchant régime* » de la Corée du Nord d'une totale destruction ou contre l'Iran, est explicite ; même s'il ne nomme jamais le locataire de la Maison Blanche, avec qui il entretient des relations plutôt chaleureuses, sans pour autant cacher ses désaccords.

Vieux monde contre nouveau monde

C'est le vieux monde – centré sur les Etats, les rapports de puissance, la défense prioritaire des intérêts nationaux – contre le nouveau monde – interconnecté, mondialisé, conscient que les grands défis communs, la lutte contre le réchauffement climatique ou les développements, ne peuvent s'affronter qu'ensemble.

« *Le monde multipolaire qui est aujourd'hui le nôtre nous oblige à réapprendre la complexité du dialogue mais aussi sa fécondité* », a notamment souligné le chef de l'Etat, qui a appelé à la fin de ses trente-cinq minutes d'intervention – dix de moins que M. Trump – « *à réconcilier notre intérêt et nos valeurs, notre sécurité et le bien commun de la planète* ». Ces derniers sont les fondamentaux qui inspirèrent la naissance de l'Organisation des Nations unies au sortir de la seconde guerre mondiale. Les droits humains, la liberté et notamment celle de la presse. Il a appelé « *à la désignation d'un représentant spécial des Nations unies pour la protection des journalistes dans le monde, car rien, ni le durcissement du monde, ne saurait justifier la réduction de cette liberté* ».

Redonner du sens au projet onusien, c'est aussi œuvrer pour son adaptation aux nouvelles réalités. Tout en rappelant son soutien au projet ébauché par le secrétaire général de l'ONU, Antonio

Guterres, M. Macron a aussi insisté sur la nécessité d'une réforme du droit de veto au Conseil de sécurité « *afin qu'il ne soit plus paralysé face aux massacres* ».

L'anti-Trump

Point par point, sur la plupart des dossiers les plus chauds, le président français défend des positions aux antipodes de celles de M. Trump. Quand celui-ci insiste sur « *l'Amérique d'abord* », celui-là rappelle que « *l'indépendance réside aujourd'hui dans l'interdépendance* ».

A propos de la Corée du Nord, tout en soulignant l'urgence de bloquer le programme nucléaire d'un régime qui refuse de négocier, M. Macron insiste sur la pression des sanctions et le nécessaire engagement de Moscou et de Pékin, principaux partenaires économiques du régime, pour forcer Pyongyang à s'asseoir à la table des négociations. A la tribune, il a rappelé son opposition à l'escalade militaire, « *parce que la carte montre toute la complexité d'une intervention militaire* ».

Dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien serait « *une lourde erreur* ».

Même pragmatisme s'agissant de Téhéran. Dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien, comme menaçant de le faire les Etats-Unis, serait « *une lourde erreur* », a lancé M. Macron, tout en laissant la porte ouverte à des discussions pour prolonger la portée du texte au-delà de 2025. « *Notre engagement sur la non-prolifération a permis d'obtenir un accord solide, robuste, qui permet de vérifier que l'Iran ne se dotera pas de l'arme nucléaire. Le dénoncer aujourd'hui sans rien proposer d'autre serait une lourde erreur, ne pas le respecter serait irresponsable, parce que c'est un accord utile, essentiel à la paix* », a-t-il dit.

Même opposition frontale à propos de l'accord de Paris sur le climat. « *Cet accord ne sera pas renégocié, il nous lie (...), nous ne reculerons pas* », a déclaré le président de la République, ajoutant qu'il « *respect[ait] profondément la décision des Etats-Unis* ». Et de souligner les effets déjà bien perceptibles et dévastateurs du réchauffement climatique. « *Les plus fragiles sont les premières victimes, mais nous sommes tous frappés par l'emballement du climat* », a-t-il expliqué, soulignant que « *détricoté l'accord serait détruire un pacte entre les Etats et les générations* ».

L'« échec collectif » en Syrie

Tragédie qui se poursuit depuis plus de six ans, la guerre de Syrie a été l'un des premiers sujets évoqués par M. Macron, qui a appelé la communauté internationale « *à prendre acte de son échec collectif et à s'interroger sur ses méthodes* ». Paris veut reprendre l'initiative dans ce dossier-clé, y compris pour la sécurité nationale, car « *agir pour la paix en Syrie c'est agir pour le peuple syrien mais aussi contre le terrorisme islamique* ».

L'idée est de relancer la recherche d'une solution politique, sur la base de la résolution 2254 des Nations unies de décembre 2015, en prenant l'initiative de mettre sur pied un « *groupe de contact* » entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie –, qui doivent se réunir jeudi à l'ONU au niveau ministériel. « *La solution sera politique et non militaire* », a insisté le président français qui, tout en revendiquant de ne plus faire du départ du président Bachar Al-Assad le préalable à de vraies négociations, a rappelé que celui qu'il a épinglé comme « *un criminel* » devrait rendre des comptes à la justice internationale. Sur ce dossier comme sur les autres, l'important est d'agir ensemble.